LES FEMMES DE BONDOUKOU ENTRE OPPORTUNITÉS DE CONTRÔLE ÉCONOMIQUE ET DÉCONSTRUCTION DES STÉRÉOTYPES SOCIAUX

Adjé Frédéric Joël DJÉDOU
Université de Bondoukou
frederic.djedou@ubkou.edu.ci

N'Goh N'Goran Konan NANA
Université Félix Houphouët Boigny
konan.nana07@gmail.com

Résumé

À Bondoukou (Côte d'Ivoire), bien que les femmes dominent l'économie informelle (70 % des activités), elles restent marginalisées symboliquement par des normes patriarcales et islamo-traditionnelles. Cette marginalisation, forme de violence symbolique, coexiste avec des stratégies de résistance fondées sur la réciprocité, l'interconnaissance et le capital rituel. L'étude révèle une situation socio-genrée paradoxale où l'autonomie économique féminine s'inscrit dans la reproduction d'un ordre patriarcal légitimé localement. La recherche qualitative, menée entre mars et avril 2025, s'appuie sur 35 entretiens, 4 focus groups et des observations ethnographiques dans divers espaces sociaux. L'analyse thématique porte sur l'autonomie, les contraintes, les stéréotypes, les formes de résistance et les dispositifs publics.

Mots-clés : Économie – – Capital rituel – Contre-conduite – Marginalisation – Violence symbolique.

Abstract

In Bondoukou (Côte d'Ivoire), although women dominate the informal economy (70% of activities), they remain symbolically marginalized by patriarchal and Islamo-traditional norms. This marginalization, a form of symbolic violence, coexists with resistance strategies based on reciprocity, mutual acquaintance, and ritual capital. The study reveals a paradoxical socio-gendered situation in which women's economic autonomy takes place within the reproduction of a locally legitimized patriarchal order. The qualitative research, conducted between March and April 2025, is based on 35 interviews, 4 focus groups, and ethnographic observations in various social spaces. The thematic analysis focuses on autonomy, constraints, stereotypes, forms of resistance, and public policies.

Key words: Informal – Ritual capital – Counter-conduct – Marginalization – Symbolic violence.

Introduction

Dans un contexte de transformation des économies locales africaines, la participation des femmes aux activités économiques soulève des enjeux majeurs en matière d'autonomisation, de reconnaissance sociale et de recomposition des rapports de genre. À Bondoukou, ville frontalière (frontière Côte d'Ivoire – Ghana) et carrefour culturel situé au Nord-Est de la Côte d'Ivoire, ces dynamiques prennent une acuité particulière. Marquée par une forte tradition marchande féminine et un tissu social structuré par des normes patriarcales persistantes, la ville offre un terrain d'observation privilégié des tensions entre visibilité économique et marginalisation symbolique.

C'est dans cette perspective que s'inscrit notre étude, qui vise à analyser les formes d'insertion économique des femmes de Bondoukou, les représentations sociales qui les accompagnent, et les logiques de pouvoir qui les structurent. Ce travail s'inscrit dans une réflexion plus large sur les conditions d'émergence de la centralité économique féminine dans les sociétés ouest-africaines, à travers une approche combinant sociologie du genre, anthropologie économique et critique des politiques publiques.

Sous cet angle, les recherches existantes offrent plusieurs points d'appui pour comprendre ces dynamiques. D'une part, de nombreux travaux soulignent le rôle central de l'économie informelle comme espace d'expression de l'activité féminine. À l'instar de K. Meagher (2010, p. 45), qui analyse les réseaux commerciaux féminins dans les zones frontalières du Nigeria, plusieurs auteurs montrent que les femmes mobilisent des ressources sociales, identitaires et religieuses pour sécuriser leur activité économique, souvent dans des contextes de forte instabilité institutionnelle. En Côte d'Ivoire, C. Coquery-Vidrovitch (1994, p. 102) qualifie les femmes de véritables « épines dorsales de l'économie populaire », soulignant leur rôle dans la circulation des biens alimentaires et la structuration des marchés urbains comme ruraux. E. Grégoire et P. Labazée (1993, p. 88) insistent quant à eux sur les stratégies de contournement des contraintes administratives par les commerçantes du Nord ivoirien, stratégies qui trouvent un écho manifeste à Bondoukou.

Aussi cette participation économique se heurte-t-elle à la persistance de normes genrées et de représentations sociales ambivalentes. En mobilisant les travaux de J. W. Scott (1988, p. 42), qui conceptualise le genre comme une modalité fondamentale de structuration des rapports de pouvoir, on comprend mieux comment la présence économique des femmes peut être à la fois valorisée et disqualifiée selon les contextes. Cette ambivalence est également illustrée dans les études de C. Bop (2005, p. 50) ou de D. Kandiyoti (1988, p. 279), qui mettent en évidence les tensions entre visibilité économique féminine et contrôle normatif de l'espace public. La notion de « patriarcat négocié » de D. Kandiyoti (1988) permet notamment de saisir les formes d'ajustement, de contournement ou de résistance des femmes face à des injonctions parfois contradictoires.

À cela s'ajoute une dimension plus directement politique, relative aux formes d'action collective et aux politiques publiques d'autonomisation. En Afrique de l'Ouest, les recherches de I. Amadiume (1987, p. 120) ou de E. Alber (2003, p. 122) rappellent que les femmes investissent des espaces d'émancipation à travers les tontines, les groupements économiques, ou encore les réseaux de solidarité communautaire. Cependant, les politiques institutionnelles peinent souvent à soutenir réellement ces dynamiques. A.-M. Goetz (1997, p. 13) dénonce la technicisation du genre, et N. Kabeer (1999, p. 144) propose d'envisager l'empowerment dans une triple articulation entre ressources, agency et réalisation, tout en appelant à une transformation effective des normes sociales. En Côte d'Ivoire, A. Alao et S. Soumahoro (2019, p. 81) montrent que des dispositifs comme le FAFCI restent inégalement distribués et socialement sélectifs, limitant leur portée transformatrice.

La présente recherche prend ainsi appui sur ces différentes perspectives pour interroger un paradoxe central : comment les femmes de Bondoukou peuvent-elles être économiquement indispensables, tout en étant symboliquement disqualifiées ? À travers une lecture croisée de leurs parcours économiques, des discours sociaux qui les encadrent, et des politiques publiques censées les soutenir, l'objectif est de documenter les formes d'agentivité féminine dans un environnement socio-institutionnel ambivalent.

Sur le plan théorique, l'étude mobilise trois grands ensembles, à savoir :

- les apports de la sociologie du genre de J. W. Scott (1988), et de D. Kandiyoti (1988), pour analyser les mécanismes de différenciation symbolique et les logiques de pouvoir ;
- la tradition de l'anthropologie économique féministe de C. Coquery-Vidrovitch (1994), et de C. Meillassoux (1975), qui permet de penser l'économie au prisme des rapports sociaux de sexe ;
- et enfin, les théories critiques de l'empowerment de N. Kabeer (1999), et de A.-M. Goetz (1997), qui soulignent les dimensions sociales et politiques de l'autonomisation.

L'objectif est de comprendre comment les femmes de Bondoukou, historiquement associées à des fonctions subalternes dans l'ordre social local, parviennent aujourd'hui à occuper des positions de centralité économique, tout en restant prises dans un système de représentations stéréotypées et de hiérarchies symboliques.

1. Ancrage théorique et méthodologique

1.1. Ancrage théorique

L'analyse s'inscrit dans une perspective croisant les apports de la sociologie du genre, de l'anthropologie économique et des théories critiques des rapports sociaux de pouvoir.

D'un point de vue théorique, l'étude mobilise d'abord les travaux de J. W. Scott (1988) sur le genre comme catégorie d'analyse, en tant que système de signification traversant l'ensemble des institutions sociales et structurant les inégalités de pouvoir entre les sexes. À travers ce prisme, les activités économiques des femmes ne peuvent être réduites à leur seule dimension matérielle : elles sont également des lieux de production de sens, de reconnaissance ou de disqualification symbolique.

L'approche est également informée par les réflexions de P. Bourdieu (1994, 2000), notamment sa théorie de la domination symbolique et de l'habitus. Les stéréotypes genrés associés aux femmes de Bondoukou, qu'ils soient liés à la sexualisation, à l'ethnicisation ou à la moralisation de leurs pratiques économiques, apparaissent comme des instruments de légitimation d'un ordre social différencié, fondé sur la naturalisation des inégalités. Cette violence symbolique, souvent intériorisée, coexiste avec des formes de résistance discrètes ou explicites.

L'étude convoque également les contributions de l'anthropologie économique féministe, en particulier les travaux de C. Meillassoux (1975, p. 74), sur la division sexuelle du travail en contexte africain, et ceux plus récents de C. Coquery-Vidrovitch (1994, p.45) qui interrogent le rôle des femmes dans les économies informelles africaines. Ces perspectives permettent d'appréhender la capacité des femmes à investir les marges du système économique, en s'appuyant sur des ressources sociales, relationnelles et symboliques, malgré des contraintes structurelles fortes (accès à la terre, aux intrants, au crédit, etc.).

Enfin, l'analyse est nourrie par les apports de la théorie de l'*empowerment* telle que développée par N. Kabeer (1999, p. 144), qui insiste sur la nécessité de penser l'autonomisation comme un processus multidimensionnel impliquant l'accès aux ressources, la capacité d'agir, et la transformation des normes sociales. L'articulation de ces différentes perspectives permet de saisir le paradoxe central observé à Bondoukou : bien que les femmes occupent des positions clés dans les circuits économiques locaux, leur participation continue d'être encadrée et souvent réduite par des représentations sociales disqualifiantes. Ces discours normatifs, qui tendent à délégitimer leur présence dans l'espace public et économique, coexistent paradoxalement avec des dynamiques concrètes d'autonomisation. Il importe dès lors d'analyser conjointement les logiques d'émancipation économique et les mécanismes de disqualification symbolique comme deux dimensions dialectiques d'un même rapport social de genre.

1.2. Méthodologie

Du point de vue de la méthodologie, cette étude s'inscrit dans une approche qualitative visant à comprendre les logiques sociales, économiques et symboliques qui structurent les formes d'engagement et de représentation des femmes dans l'espace économique local à Bondoukou. L'enquête de terrain s'est déroulée entre mars et avril 2025, dans la ville de Bondoukou ainsi que dans plusieurs localités rurales environnantes, à savoir Sorobango, Wélékéhi, Soko, Yézimala, Songori, Sanguéhi, Kouassi-N'Dawa, Goli et Kanguélé.

La stratégie méthodologique adoptée repose sur une triangulation des sources et des acteurs, afin de croiser les regards et de saisir les dynamiques sociales intéressées par l'études. Pour ce faire l'outil principal mobilisé est le guide d'entretien, administré dans le cadre d'entretiens individuels semi-directifs et des focus groups.

Au total, 24 entretiens individuels ont été réalisés, dont 6 dans la ville de Bondoukou auprès d'acteurs institutionnels (services déconcentrés de l'État, ONG, structures d'appui économique) et 18 dans les zones rurales, auprès d'acteurs communautaires représentatifs (chefs de village, notables, femmes influentes, jeunes leaders, etc.). Parallèlement, 36 focus groups ont été organisés dans les localités villageoises. Ces discussions collectives ont été stratifiées par genre et génération, de manière à explorer la diversité des représentations sociales et des trajectoires selon les positions sociales des participants.

Les guides d'entretien ont été construits autour de quatre axes thématiques : (1) les formes d'insertion économique des femmes (secteurs d'activité, circuits de production et de commercialisation, accès aux ressources), (2) les perceptions locales du rôle des femmes dans l'économie, (3) les stéréotypes sociaux et genrés associés, et (4) les stratégies féminines d'adaptation ou de résistance aux normes restrictives.

L'ensemble des entretiens a été enregistré (avec consentement des personnes interrogées), retranscrit et analysé à l'aide du logiciel Nvivo permettant un codage thématique, inductif et axial des données. Cette analyse a permis d'identifier les mécanismes sociaux ayant favorisé la présence et l'influence croissante des femmes dans l'espace économique, mais aussi les ressorts culturels et idéologiques qui alimentent leur dévalorisation symbolique dans l'imaginaire collectif. La confrontation des discours, des pratiques et des représentations a permis de faire émerger une lecture critique des rapports de genre locaux, tout en mettant en lumière des dynamiques de transformation sociale portées par les femmes elles-mêmes.

L'approche adoptée accorde ainsi une place centrale à la parole des acteurs et à l'interprétation située des faits sociaux, avec pour finalité de formuler des recommandations

contextualisées visant à renforcer la reconnaissance et la valorisation du rôle des femmes dans les processus de développement local.

2. Résultats

L'analyse des données issues du terrain révèle une discordance structurante entre, d'une part, la forte implication économique des femmes dans les circuits locaux et transfrontaliers, et d'autre part, leur enfermement persistant dans des normes sociales patriarcales et des représentations stigmatisantes. Loin d'être passives, les femmes de Bondoukou développent une palette d'activités économiques et de stratégies d'adaptation qui témoignent de leur rôle central dans le fonctionnement des économies locales. Toutefois, cette puissance économique ne se traduit ni par une reconnaissance sociale équivalente, ni par un accès équitable aux ressources et à la parole publique. Cette section explore ainsi les dynamiques paradoxales à l'œuvre : l'émergence d'un pouvoir économique féminin dans un contexte de contraintes symboliques, de hiérarchies genrées et de résistances silencieuses ou diffuses.

2.1. Une centralité économique féminine diversifiée mais socialement minorée

Les femmes de Bondoukou sont au cœur d'un tissu économique informel dense, structuré autour de la diversification des activités génératrices de revenus (AGR). Elles occupent des positions stratégiques dans la production agricole (anacarde, céréales, maraîchage), le petit commerce (vivres, poisson, vêtements, objets de beauté), les services (mobile money, photocopie) et même l'immobilier (location de parcelles ou maisons). Un témoignage révèle cette diversité :

> « En tout cas nous on fait beaucoup le commerce et puis on fait tout, on vend beaucoup de choses. Quand c'est temps d'anacarde par exemple on va ramasser pour avoir un peu sur nous... ». Femme de 46 ans, commerçante de pagnes, chaussures et d'articles divers d'enfants et de bébés au marché de Bondoukou.

Ce verbatim met en lumière un mode d'organisation économique souple et adaptatif, caractéristique de l'économie informelle féminine dans les sociétés africaines. La locutrice insiste sur deux dynamiques majeures : la diversification des activités commerciales *(« on fait tout, on vend beaucoup de choses »)* et le recours à des opportunités saisonnières comme le ramassage de l'anacarde pour générer un revenu ponctuel. Cette posture illustre l'‘*'économie de survie féminine'',* où les femmes développent des activités économiques multiples et complémentaires, souvent dans un contexte de rareté des ressources et d'insécurité structurelle. Leur présence massive dans ces circuits témoigne d'une forme d'"*agency silencieuse"*, fondée sur une capacité d'adaptation aux contraintes, sans que cela ne remette ouvertement en cause l'ordre social patriarcal. Par ailleurs, cette logique économique, fondée sur la réactivité et la captation d'opportunités, peut être rattachée à la notion d'entrepreneuriat de nécessité, décrite dans les travaux d'anthropologie économiques. Les femmes n'y investissent pas forcément pour l'accumulation ou l'innovation, mais pour assurer la reproduction sociale du foyer, en l'absence de protections formelles (salaires, sécurité sociale). Enfin, ce verbatim reflète une logique communautaire du travail, dans laquelle les femmes se déplacent ensemble pour certaines activités agricoles, renforçant les liens de solidarité féminine.

Cependant, cette présence active demeure cantonnée à des secteurs traditionnellement féminins, les femmes restantes exclues des filières à forte capitalisation ou prestige technique comme la mécanique, la soudure ou la vente de matériaux. Ce cloisonnement témoigne de la

division sexuelle du travail analysée, pouvant reconduire une hiérarchie des espaces économiques selon le genre.

<u>Photo</u> 1: Four et matériel de production de pain local, une économie exclusivement aux des femmes



<u>Photo</u> 2 : Installation de vente de boisson et d'eau à Bondoukou, économie majoritairement dominée par les femmes



<u>Photo</u> 3 : Une concession de 7 logements, 4 de 2 pièces et 3 de 3 pièces _ Propriété d'une femme de 62



<u>Photo</u> 4 : Une femme gérante de station-service à Bondoukou



<u>Photo</u> 5 : Un pressing détenu par une femme à Bondoukou



<u>Photo</u> 6 : Magasin de vente de vêtements et Boutique de service mobile – money aux mains de femmes à Bondoukou



<u>Photo</u> 7 : Un garage de mécanique moto détenu par une femme à Bondoukou



<u>Photo</u> 8 : quincaillerie et librairie détenus par des femmes à Bondoukou



2.2. Des normes patriarcales tenaces et des stéréotypes disqualifiants

Malgré leur ancrage central dans l'économie locale, les femmes de Bondoukou demeurent soumises à un ensemble de normes sociales fortement différenciées selon le genre, qui restreignent leur reconnaissance symbolique et leur liberté d'expression dans l'espace public. Le modèle de la *« bonne femme »* — définie par sa soumission, sa discrétion et sa loyauté envers son mari constitue une norme prescriptive omniprésente dans les discours locaux. Il est valorisé comme référence morale, régulant les comportements attendus des femmes dans leur rapport au pouvoir masculin, tel que cela est exprimé dans les propos suivants :

> « Une bonne femme, c'est une femme qui est soumise et qui respecte les hommes et les femmes qui la dépassent… ». Femme de 67 ans, Propriétaire de loyer et commerçante à Bondoukou.

> « Ma femme envoie des objets mais devant ses amies femmes elle dit que c'est moi qui ai acheté. Ça veut dire que c'est une bonne femme… ». Homme de 58 ans agriculteur à Songori (6 Km de Bondoukou).

Par ailleurs, le graphique à nuage de mots qui suit (Figure 1) expose les stéréotypes sociaux, marqueurs symboliques d'une certaine idéologie de la bonne femme.

Figure 1 : stéréotypes sociaux, traduisant une idéologie de la bonne femme.



Idéologie et Perceptions de la bonne femme	Occurrence
Esprit de concurrence et de compétition	9
Tolère la polygamie	11
Soutien son mari financièrement	8
Battante	9
Soumise	9
Qui se lève tôt	8
Ne trie pas les enfants	10
Respecte les hommes et les femmes plus âgées	9
Aide et oriente son mari pour	

Source : Nos données de terrain, mars-avril 2025.

Ces injonctions sociales s'inscrivent dans un système de signification du pouvoir. En effet, le genre ne se limite pas à classifier des rôles sociaux, il produit et légitime des rapports de domination en naturalisant les hiérarchies entre les sexes. Ainsi, l'idéal féminin à Bondoukou prend la forme d'un construit moral et religieux, fondé sur la discrétion, la servitude et l'effacement de soi au bénéfice de l'autorité masculine. Cette idéologie genrée trouve également une matérialisation dans des dispositifs culturels et symboliques concrets qui institutionnalisent la subalternité des femmes : restrictions d'accès à la parole publique, exclusion des rites religieux ou fonciers, et monopole masculin sur les espaces sacrés et décisionnels.

> « Ici les femmes ont beaucoup de liberté si c'est dans le cas du travail. Mais lorsqu'on est en public elle ne doit pas prendre la parole comme ça… ». Femme de 43 ans, agricultrice à Sanguéhi (3 Km de Bondoukou).

Ce type de configuration illustre la logique du patriarcat négocié, selon laquelle les femmes ne se confrontent pas frontalement à la domination, mais développent des formes de *bargaining* (négociation) avec l'ordre établi, combinant ajustements tactiques, ruses quotidiennes et soumission performative pour sécuriser leur position sociale. Cette posture ambivalente, à mi-chemin entre consentement et résistance silencieuse, permet aux femmes de composer avec un système normatif qui les marginalise tout en leur laissant des marges d'action limitées mais significatives.

2.3. Des tactiques et dispositifs de résilience et des solidarités invisibles

Dans un contexte où les normes patriarcales, les assignations symboliques et les inégalités d'accès aux ressources formelles freinent leur reconnaissance sociale, les femmes de Bondoukou mobilisent un ensemble de tactiques de résistance, souvent discrètes mais structurellement efficaces. Ces stratégies prennent la forme de pratiques économiques informelles, de solidarités communautaires, de reconversions adaptatives et de recours à des dispositifs symboliques ou mystiques, visant à garantir leur autonomie dans les marges du pouvoir masculin.

Parmi les outils les plus répandus figurent les tontines et les dispositifs de microcrédit, qui constituent à la fois des instruments de financement et des espaces de solidarité féminine. Ces structures permettent un accès rapide aux liquidités, hors des circuits bancaires formels, tout en renforçant les liens communautaires entre femmes.

> « Baobab (microfinance) nous aide beaucoup. Moi par exemple, l'année passée ils m'ont donnée 2 fois 500.000 FCFA pour acheter mes marchandises… ». Femme de 38 ans, commerçante à Bondoukou (Quartier Zanzan-Boutique M'Baye).

Ces pratiques relèvent des formes d'organisation économique et sociale portées par les femmes elles-mêmes, en dehors du contrôle direct des hommes. Elles incarnent une forme de pouvoir informel, reposant sur l'activation de réseaux d'entraide, de confiance mutuelle et de circulation de ressources.

Autre tactique importante : le travail domestique (servitude/servante temporaire), considéré par plusieurs enquêtées comme une activité transitoire vers l'indépendance économique. Loin d'être perçu comme une soumission durable, ce travail est investi comme une stratégie d'accumulation progressive dans une logique de mobilité sociale ascendante.

> « Les femmes beaucoup font travail de servante pour avoir un peu et puis après tu t'installes ». Femme de 42 ans, couturière et commerçante de produits pharmaceutique de rue à Bondoukou, quartier Djiminisso.

Ce type de trajectoire illustre la capacité des femmes à transformer des positions dominées en ressources symboliques et matérielles en vue d'un redéploiement économique. Il s'agit ici d'une forme de "capital d'endurance", forgé dans l'expérience de l'épreuve.

Enfin, le recours aux spécialistes des sciences mystiques locales (marabouts, devins, prêtres traditionnels) apparaît comme un levier de protection et de légitimation dans les dynamiques économiques. Contrairement à une lecture rationaliste qui pourrait y voir de la superstition, cette pratique doit être interprétée comme une rationalité contextuelle, ancrée dans des systèmes de croyance où les rapports économiques sont inséparables du champ symbolique et spirituel, selon que l'indique le verbatim suivant :

> « C'est pour te protéger et puis faire que ton travail marche, ça il n'y a rien de mal dedans ». Femme de 63, Commerçante au marché de Bondoukou.

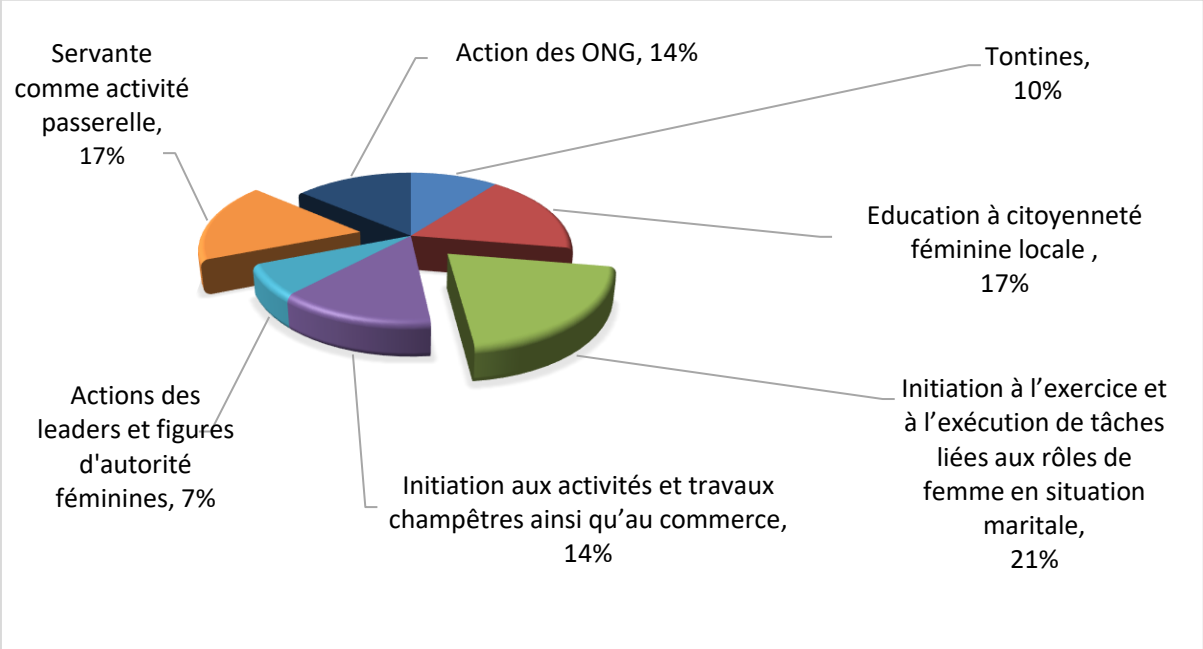
Aussi, ces formes d'invocation spirituelle ont – elles tendance à jouer un rôle central dans la sécurisation des trajectoires économiques féminines dans les sociétés où la vulnérabilité structurelle est élevée et où les protections sociales publiques font défaut. Le soutien mystique vient alors renforcer l'estime de soi, la confiance en l'avenir et les mécanismes de résilience face aux incertitudes du marché.

L'ensemble de ces tactiques révèle une logique de contournement plutôt que d'affrontement, conforme à un certain patriarcat négocié. Les femmes ne remettent pas ouvertement en cause l'ordre social dominant ; elles le composent, le déjouent, ou en exploitent les failles, dans une forme de résistance pragmatique et situées.

Ainsi, l'autonomisation féminine à Bondoukou ne passe pas uniquement par les politiques publiques ou les dispositifs institutionnels, mais se construit au quotidien à travers un entrelacs de pratiques invisibles, de relations solidaires et de savoir-faire situés, qui dessinent les contours d'un *empowerment* vernaculaire.

La figure 2 ci- dessous est graphique en secteur issu du traitement de données et de l'analyse au logiciel Nvivo 14. Il exprime en termes de proportions les dispositifs de résilience chez les femmes de Bondoukou face à un ordre social relativement contraignant.

Figure 2: Dispositifs de résistance et solidarités invisibles des femmes à Bondoukou



Source : Nos données de terrain, mars – avril 2025.

Il ressort du graphique que les mécanismes de résilience et de résistance les plus déterminants restent ceux qui donnent une centralité aux dispositifs qui s'appuient sur l'action des femmes doyennes d'âge dans les pratiques de socialisation féminine. Il y a entre autres l'initiation par les doyennes d'âge à l'exercice et à l'exécution de tâches liées aux rôles de femme en situation maritale, le recours au travail de servante comme activité passerelle pour une ascension sociale, et une éducation à la citoyenneté féminine locale. Et ceci semble dès lors confirmer les tendances à la persistance des pratiques liées aux valeurs et croyances locales qui font une place prépondérante à l'assistance des *spiritualités locales* dans les modes de fonctionnement que ce soit en termes d'exercice d'activité économique ou de pratiques courantes au sein du ménage, voire dans le quotidien normal.

En outre, il ressort le plus souvent dans les imaginaires et les récits que Bondoukou est reconnue comme une zone importante en ce qui concerne les valeurs et les croyances africaines traditionnelles ayant vocation de thérapie, de protection contre le mal, de facteur dynamisant des activités économiques, et de régulation des relations au sein du ménage.

En conséquence, cette persistance de ces spiritualités locales chez les acteurs de sexe féminin, aussi bien dans le cadre familial que dans la dynamique des activités économique, ainsi que dans leur quotidien, marquée dans les interactions quotidiennes par des résultats considérés comme satisfaisants produit deux (2) effets majeurs. Premièrement, il y a la réussite des activités économiques, vectrices de réussite sociale, ensuite, elle participe de la construction des stéréotypes et perceptions disqualifiantes vis-à-vis des femmes de cet espace symbolique, les identifiant à des *« envoûteuse »,* et des *« voleuses de maris ».*

2.4. Des politiques d'autonomisation aux effets ambivalents

Si les femmes de Bondoukou apparaissent comme des actrices incontournables de l'économie locale, leur accès aux dispositifs d'appui publics ou associatifs demeure à la fois inégal et sélectif. Plusieurs enquêtées évoquent le recours ponctuel à des programmes de soutien tels que le FAFCI (Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire), les projets portés par le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, les programmes de la mairie ou encore les interventions d'ONG locales engagées dans le financement des AGR ou la lutte contre les violences basées sur le genre.

Toutefois, ces dispositifs, bien que bénéfiques pour certaines, ne sont ni généralisés ni équitablement accessibles. L'accès effectif dépend souvent du niveau d'instruction, de l'ancrage territorial (être en ville vs en milieu rural), ou du capital social mobilisable (relations avec des leaders communautaires, affiliations politiques ou religieuses). Ce filtrage informel révèle une sélectivité implicite de l'action publique, qui tend à reproduire les hiérarchies sociales existantes plutôt qu'à les subvertir. Cette réalité souligne que les politiques de développement axées sur les femmes souffrent souvent d'un déficit de politisation : elles privilégient une logique techniciste et instrumentale (formation, microcrédit, entrepreneuriat) sans remettre en question les rapports de pouvoir qui fondent la subordination des femmes. De même, *l'empowerment* ne saurait se réduire à un accès ponctuel aux ressources : il suppose aussi la transformation des capacités d'agir et des normes sociales qui enferment les femmes dans des rôles subalternes.

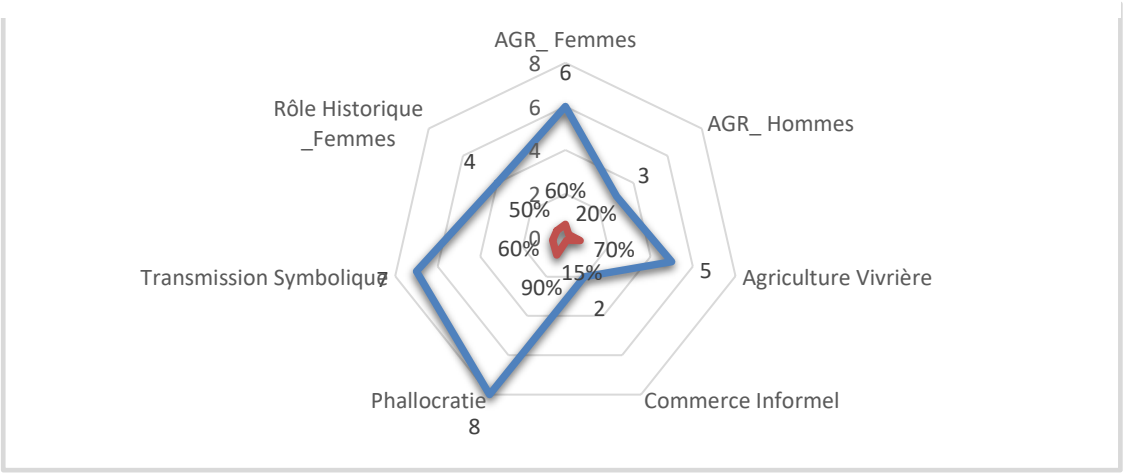
> « Nous avons des tontines, en tout cas ça nous aide beaucoup. Quand tu prends, tu fais tes affaires avec ». Femme de 47 ans, entrepreneure, tenancière de pressing à Bondoukou, quartier Donzosso

Ce verbatim illustre que, dans bien des cas, ce sont les mécanismes endogènes (tontines, solidarités informelles) qui assurent le plus efficacement la circulation des ressources et la construction de marges de manœuvre pour les femmes. Les politiques publiques, quant à elles, peinent à s'arrimer aux réalités socioculturelles locales, souvent perçues comme de simples variables d'ajustement plutôt que comme des structures sociales à interroger.

Par ailleurs, l'apparente inclusion économique des femmes dans les dispositifs institutionnels coexiste avec leur exclusion symbolique persistante, comme si l'autonomie économique pouvait être tolérée tant qu'elle ne déborde pas sur les sphères du pouvoir (avant tout au sein de l'espace familial), de la représentation ou de la parole publique. Cette dissociation entre visibilité économique et invisibilité politique incarne un *empowerment* fragmenté, où les femmes sont reconnues comme agentes économiques mais non comme sujets politiques à part entière.

Enfin, le caractère souvent urbain ou centralisé des politiques publiques accentue les fractures spatiales de genre : les femmes des zones rurales, moins scolarisées, moins connectées aux institutions, en restent largement exclues, ce qui contribue à territorialiser l'inégalité d'accès aux droits et aux opportunités. Ainsi, les politiques d'émancipation, lorsqu'elles ne s'attaquent pas à la racine des rapports de domination symbolique et à l'ordre genré de la société, risquent de renforcer les inégalités sous couvert d'inclusion. Elles doivent être repensées non seulement en termes d'efficacité technique, mais surtout comme actes politiques de reconnaissance, fondés sur une compréhension fine des rapports sociaux localisés. La figure 3 ci-dessous est un graphique en Radar issu de l'analyse informatique pour illustrer les interactions entre phallocratie (pouvoir ou autorité des hommes), traditions (transmission symbolique des valeurs, croyances, et spiritualités locales), et pouvoir économique et perspectives d'autonomisation des femmes.

Figure 3 : interaction entre AGR des Femmes, AGR des hommes, pouvoir et autorité des hommes, valeurs traditionnelles locales, et statut des femmes dans la construction du statut de la femme et des stéréotypes les concernant



Source : Nos données de terrain, mars – avril 2025.

Il ressort du graphique plusieurs informations significatives, dont certaines s'avèrent fondamentales au regard de notre problématique. En premier lieu, il apparaît que la phallocratie entendue comme la domination symbolique et institutionnelle des hommes ainsi que les traditions, en tant que vecteurs de transmission des valeurs, croyances et spiritualités locales, jouent un rôle déterminant dans la construction du statut social des femmes. Ces dimensions culturelles et symboliques s'imposent comme des cadres normatifs puissants, à travers lesquels se diffusent et se perpétuent les stéréotypes de genre.

En second lieu, il convient de noter que les activités exercées par les femmes participent certes à la définition de leur statut, mais de manière secondaire et souvent subordonnée aux représentations culturelles dominantes. Toutefois, lorsqu'on examine les différentes formes d'activités économiques féminines, on observe que l'agriculture vivrière occupe une place idéologiquement plus valorisée que le commerce informel. Ce dernier, bien qu'économiquement vital, semble moins légitime dans l'imaginaire collectif en tant que support d'une reconnaissance sociale positive pour les femmes.

Enfin, les activités économiques des hommes, bien que présentes, apparaissent relativement peu significatives dans la structuration des rapports sociaux de sexe. Leur portée symbolique est faible, mais paradoxalement, cette faiblesse contribue à maintenir une asymétrie relationnelle au bénéfice des acteurs masculins, qui continuent de jouir d'une autorité sociale plus stable, fondée moins sur leurs activités économiques que sur un capital symbolique consolidé par les normes patriarcales.

3. Discussion

Les résultats de cette recherche sur les femmes de Bondoukou confirment plusieurs tendances identifiées dans la littérature, tout en apportant des éléments originaux qui permettent de dépasser certains cadres théoriques classiques. L'étude s'inscrit pleinement dans une sociologie critique du genre et de l'économie, en mettant en évidence les logiques d'encastrement des pratiques économiques féminines dans un ensemble de normes, de rapports sociaux et de dynamiques symboliques, comme l'avaient théorisé M. Granovetter (1985) ou encore J. W. Scott (1988).

Les conclusions de cette enquête rejoignent d'abord les travaux de C. Coquery-Vidrovitch (1994), K. Meagher (2010) et E. Grégoire et P. Labazée (1993) en ce sens qu'elles montrent que les femmes de Bondoukou investissent massivement l'économie informelle, notamment à travers des activités de commerce de denrées, de textile et de soins. Ces secteurs apparaissent comme des espaces de « travail invisible mais structurant », assurant à la fois la reproduction du foyer et une relative sécurité économique. L'importance des tontines, AGR, réseaux de solidarité et d'assistance mystique, observée sur le terrain, valide également les analyses d'E. Alber (2011) et d'I. Amadiume (1987) sur les mécanismes communautaires de soutien et les formes de pouvoir informel développées par les femmes dans des contextes de vulnérabilité.

Par ailleurs, les normes patriarcales et les hiérarchies symboliques persistantes, qui freinent la reconnaissance publique de l'autonomie féminine, confirment les analyses de J. W. Scott (1988) et de D. Kergoat (2000) : les femmes restent perçues comme subalternes, malgré leur centralité économique, dans un ordre social où le genre continue d'ordonner les rôles et les statuts de manière différenciée.

Cependant, certaines observations empiriques viennent nuancer ou relativiser des positions classiques. Contrairement aux conclusions de C. Coquery-Vidrovitch (1994) ou de K. Meagher (2010), selon lesquelles les activités économiques des femmes visent essentiellement la survie et la reproduction sociale du foyer, les résultats de cette étude mettent en lumière un leadership entrepreneurial féminin affirmé, capable de produire des formes de réussite sociale et économique autonomes, parfois en dehors des circuits familiaux traditionnels. Plusieurs femmes rencontrées assumaient le rôle de cheffes de ménage, investissaient des milieux habituellement masculins, et revendiquaient une identité économique indépendante.

Par ailleurs, si la littérature insiste souvent sur le caractère marginal ou compensatoire des pratiques économiques féminines, l'étude montre que ces pratiques participent activement à la reconfiguration des normes locales de réussite, en intégrant les références traditionnelles (respectabilité, honorabilité) dans des trajectoires d'ascension qui dialoguent avec les discours contemporains sur l'*empowerment* et l'entrepreneuriat.

L'un des apports majeurs de cette étude réside dans la mise en évidence d'une dialectique subtile entre domination et légitimation, où les femmes parviennent à réinvestir les stéréotypes associés à la féminité (la « bonne épouse », la femme respectueuse des traditions)

pour renforcer leur position dans l'espace économique. Cette stratégie de redéfinition symbolique des rôles genrés constitue un dépassement important des notions de « patriarcat négocié » de D. Kandiyoti, (1988) ou de « violence symbolique » de P. Bourdieu (1994), en montrant que les femmes ne se contentent pas de contourner les normes : elles les retournent à leur profit, dans des processus de reconfiguration identitaire ancrés dans les ressources locales.

Un autre dépassement notable concerne l'analyse des politiques publiques. Là où A.-M. Goetz (1997) ou N. Kabeer (1999) dénoncent la technicisation des dispositifs d'autonomisation, l'enquête montre que certaines femmes s'approprient ces dispositifs en les hybridant avec des formes locales de légitimation (réseaux coutumiers, rituels, alliances sociales). Cette hybridation démontre une capacité stratégique d'instrumentalisation des ressources institutionnelles, qui appelle à penser les politiques de genre à partir des dynamiques endogènes plutôt que selon des modèles standardisés.

D'un point de vue scientifique, l'étude contribue à enrichir le champ de la sociologie du genre et de l'économie en Afrique de l'Ouest par une approche ancrée, inductive et contextualisée. Elle démontre la nécessité de dépasser les oppositions binaires (domination/résistance, informel/formel, tradition/modernité) pour rendre compte des trajectoires féminines complexes dans des sociétés traversées par des recompositions économiques, sociales et symboliques. Elle plaide pour une sociologie située, attentive aux logiques locales de légitimation, aux usages différenciés du pouvoir et aux imaginaires sociaux de la réussite.

En somme, l'étude éclaire les tensions entre autonomie économique réelle et disqualification symbolique persistante, en proposant une lecture dialectique du rapport social de genre. En cela, elle rejoint les débats contemporains sur la pluralité des formes d'*empowerment,* tout en apportant une contribution empirique et théorique originale à l'analyse des sociétés africaines.

Conclusion

L'analyse des données recueillies à Bondoukou révèle une réalité traversée par un double mouvement : celui de la centralité économique croissante des femmes et celui de leur marginalisation persistante dans les sphères sociale, politique et symbolique. Les femmes y apparaissent comme des actrices économiques majeures, occupant une diversité de niches productives, commerciales et de services, souvent en contexte informel, adaptatif et communautaire. Pourtant, cette contribution essentielle ne leur confère ni légitimité institutionnelle, ni reconnaissance dans l'ordre symbolique local.

À travers les discours recueillis, se dessine un système normatif structuré autour d'un idéal féminin de soumission et de discrétion, qui contraint fortement les possibilités d'expression publique et d'affirmation sociale des femmes. Les représentations de la « bonne femme », ancrées dans des logiques religieuses, morales et patriarcales, légitiment un ordre sexué de la parole, du foncier, du pouvoir rituel et politique. Dans ce cadre, les femmes élaborent des tactiques de contournement et de résistance à travers des pratiques de microfinance communautaire, travail transitoire, mobilisation du registre mystique, apprentissage au sein de réseaux de femmes aînées. Ces pratiques, bien qu'informelles, traduisent une capacité à investir des marges de pouvoir dans un système contraint. Cependant, l'action publique, bien qu'existante à travers des programmes tels que le FAFCI ou les dispositifs municipaux, demeure insuffisamment articulée aux réalités locales. Elle échoue à dépasser une logique techniciste de *l'empowerment*, sans remise en question des

structures patriarcales et des inégalités d'accès aux ressources et à la représentation. Elle reste ainsi souvent périphérique dans les parcours féminins, laissant le champ libre à des formes d'autonomisation par le bas, tissées dans les interstices de la domination.

Il ressort donc que l'émancipation économique des femmes à Bondoukou ne peut être pensée sans une prise en compte des dimensions symboliques, culturelles et politiques qui cadrent leur position sociale. Le paradoxe fondamental tient en ceci : les femmes sont à la fois indispensables au fonctionnement de l'économie locale et largement disqualifiées dans l'imaginaire collectif et les institutions. Comprendre et transformer cet écart suppose une approche intégrée du genre, qui ne se limite pas à l'accès aux revenus, mais interroge aussi les fondements de la légitimité sociale et les logiques de pouvoir à l'œuvre dans les rapports de genre.

Références bibliographiques

ALBER Erdmute, 2011, « Social security and the 'modern family' in West Africa», *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 31, n° 3/4, pp. 114-130.

ALAO Adama et SOUMAHORO Sita, 2019, « Genre et accès aux ressources économiques : évaluation critique du FAFCI », *Revue Ivoirienne des Sciences Sociales*, vol. 12, n° 2, pp. 77-95.

AMADIUME Ifi, 1987, *Male Daughters, Female Husbands: Gender and Sex in an African Society*, Londres, Éditions Zed Books.

BOP Codou, 2005, « Roles and the position of women in Sufi brotherhoods in Senegal», *Journal of Religion in Africa*, vol. 35, n° 1, pp. 38-58.

BOURDIEU Pierre, 1994, *Raisons pratiques : Sur la théorie de l'action*, Paris, Éditions du Seuil.

BOURDIEU Pierre, 2000, *La domination masculine*, Paris, Éditions du Seuil.

COQUERY-VIDROVITCH Catherine, 1994, *Les Africaines : Histoire des femmes d'Afrique noire du XIXe au XXe siècle*, Paris, Éditions Desclée de Brouwer.

GOETZ Anne-Marie, 1997, *Getting Institutions Right for Women in Development*, Londres, Éditions Zed Books.

GRANOVETTER Mark, 1985, « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness », *American Journal of Sociology*, vol. 91, n° 3, pp. 481-510.

GRÉGOIRE Emmanuel et LABAZÉE Pascal, 1993, *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest : Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Éditions Karthala.

KABEER Naila, 1999, « Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment », *Development and Change*, vol. 30, n° 3, pp. 435-464.

KANDIYOTI Deniz, 1988, « Bargaining with patriarchy », *Gender & Society*, vol. 2, n° 3, pp. 274-290.

KERGOAT Danièle, 2000, « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », *Recherches féministes*, vol. 13, n° 1, pp. 5-18.